



Europe : la solidarité quémندée ne sera pas réversible

2012/24

21 | 06 | 2012



COMMUNAUTÉ



PROSPÉRITÉ



PROTECTION



Laurent Hanseeuw
Fellow Itinera Institute

Il va sans dire que le sujet est controversé. D'un côté, les pays du Nord de l'Europe, riches et prospères, opposent farouchement l'introduction de transferts fiscaux vers les pays du Sud, qu'ils considèrent comme irresponsables et dispendieux. A contrario, les euro-fédéralistes, timidement soutenus par les pays potentiellement récipiendaires de ces transferts, plaident sans relâche pour davantage de solidarité transnationale. L'opportunité de la crise a donné à ces derniers l'argument choc de la nécessité d'une centralisation budgétaire en vis-à-vis à la monnaie unique. Mais il serait se fourvoyer que de penser que les euro-obligations ne représentent qu'une solidarité ponctuelle, permettant de traverser la tempête actuelle. La logique de l'intégration économique européenne risque fort de renforcer les inégalités. La question de la solidarité que l'on souhaite y attacher est donc fondamentale et va bien au-delà d'une protection des Etats Membres face aux turbulences financières.

DE RICARDO À KRUGMAN

Les théories relatives au commerce international sont apparues, au début du XIXe siècle, sous l'impulsion de l'économiste anglais David Ricardo. Ce dernier introduisit la notion d'avantage comparatif, qui explique pourquoi deux pays ont toujours intérêt à commercer,

quelles que soient leurs productivités respectives. Même si un pays dispose d'un *avantage absolu* dans la production de biens et services, il aura malgré tout intérêt à se spécialiser dans le domaine pour lequel il a un *avantage comparatif*, laissant à d'autres la réalisation d'autres produits et services. Par analogie, on peut trans-

“

L'intégration économique a tendance à renforcer les spécialisations, les régions basées sur des industries prospères en sortiront renforcées tandis que celles composées de secteurs déclinants s'appauvriront.

poser cette théorie entre deux personnes. Même si un avocat serait plus efficace que son assistant(e) pour taper des lettres, il y aura un avantage, pour toutes les parties, à ce que celui-ci se spécialise néanmoins dans son métier d'avocat.

”

Historiquement, cette théorie économique a poussé à l'abolition progressive des entraves au commerce international via l'abolition des tarifs, la création de l'OMC et, en Europe, l'intégration progressive des économies qui la composent.

Un siècle et demi après Ricardo, l'économiste américain Paul Krugman a instigué, dans les années quatre-vingt, les nouvelles théories du commerce et leur corollaire, la nouvelle géographie économique. Ces théories couvrent beaucoup d'aspects, mais l'idée principale en est que les économies d'échelles et les effets de réseaux sont proéminents dans la spécialisation d'une région. Concrètement, une société décidant de se lancer dans le cinéma aura bien davantage d'opportunités à Hollywood, dans la finance à Londres et dans les machines industrielles dans l'Ouest de l'Allemagne. Dès lors, vu que l'inté-

gration économique a tendance à renforcer les spécialisations, les régions basées sur des industries prospères en sortiront renforcées tandis que celles composées de secteurs déclinants s'appauvriront, avec très peu de chance d'inverser la vapeur.

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

La conscience de cette réalité économique a poussé certains pays à adopter des mesures protectionnistes, que ce soit pour ralentir le déclin de certains secteurs ou dans l'espoir de créer des économies d'échelles suffisantes dans les technologies ascendantes. Dans bien des cas, ces politiques sont cependant vouées à l'échec. Tout d'abord, on peut douter de la capacité de dirigeants politiques à déterminer, mieux que le marché, les industries florissantes de demain. Ensuite, l'effet d'échelle nécessaire n'est parfois tout simplement pas atteignable. Enfin, dans de nombreux secteurs, la production tend à se localiser à proximité des grands marchés de consommation.

En Europe, ces arguments économiques n'ont heureusement jamais remis en question l'intégration économique du continent. Dans une démarche positive, par contre, les dirigeants ont essayé

“

En dehors de l'Irlande, une part disproportionnée des montants ont été investis dans l'infrastructure de transport, ce qui entraîne souvent l'inverse de l'effet escompté.

”

de contrer cette concentration économique par des politiques proactives: les fonds structurels et de cohésion. Représentant près d'un tiers du budget européen, ces fonds sont destinés à doter les pays moins développés d'infrastructure, physique et humaine, afin de faire fleurir les secteurs les plus performants. Force est de constater l'échec, du moins partiel, de ces politiques. En dehors de l'Irlande, une part disproportionnée des montants ont été investis dans l'infrastructure de transport (aéroports, TGV, autoroutes), ce qui entraîne souvent l'inverse de l'effet escompté. En fait, ces infrastructures ont souvent eu pour principal objectif de relier une région pauvre et périphérique aux métropoles, nationales ou internationales. Cela renforce donc encore davantage l'exploitation de l'effet de réseau et d'échelle dans les zones métropolitaines. En d'autres mots, il devient encore plus facile de gérer l'ensemble d'une activité espagnole depuis Madrid ou d'une activité européenne depuis Londres ou Paris.

LE TEMPS DU CHOIX

Même si les fonds européens peuvent être utilisés à meilleur escient, il ne faut cependant pas se leurrer. Le jeu de l'économie mondiale aura tendance à favoriser toujours plus les régions à haute densité d'habitants, hyper-éduqués, travaillant dans des clusters liés entre eux. Si l'Europe veut tirer parti de cette évolution, la réponse est plus d'intégration, pas moins. L'ensemble des entreprises européennes devraient, sans entrave, pouvoir se concurrencer pour les achats publics. Le prestataire de services doit pouvoir proposer ses compétences librement, indépendamment du pays dont il est originaire. La mobilité des travailleurs doit être renforcée, pour que chacun évolue à l'endroit où ses qualités sont les mieux mises à profits. Cela renforcera encore davantage les pays du "cœur de l'Europe". Les ingénieurs portugais iront en Allemagne et non l'inverse. Les spécialistes financiers et comptables italiens iront à Londres et non l'inverse. Les créateurs de mode grecs iront à Paris et non l'inverse. Et demain, si des fonds publics européens doivent être attribués à la recherche académique sur base des performances, l'argent ira à Cambridge, Paris ou Maastricht.

Le choix est donc limpide, si l'on veut réellement une Europe de la connaissance, compétitive et prospère, il faudra intégrer encore davantage nos économies. Et cela se fera sans doute partiellement au détriment des pays et régions périphériques. L'Europe est donc confrontée à un dilemme cornélien non seulement à court-terme, mais également à long-terme. La solidarité quémandée par certains ne se limite pas une solidarité à court terme, à travers des euro-obligations permettant de soulager certains pays d'attaques des marchés financiers, mais à des transferts budgétaires récurrents et permanents sur le long-terme. Si l'Europe veut éviter un lent déclin, les choix économiques aboutiront probablement sur un accroissement des tensions inégalitaires entre les régions et pays la composant. La solidarité que l'on souhaite attacher à ces évolutions devrait être davantage discutée.

Paru dans L'Echo le 29 mai 2012

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables



THINK TANK INDÉPENDANT

DES IDÉES, DES ACTIONS

Itinera Institute ASBL

Boulevard Leopold II 184d B-1080 Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org
www.itinerainstitute.org

Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur